



MINISTÈRE
DES ARMÉES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

SGA

Secrétariat général
pour l'administration



Sommaire

Chiffres clés	4
Le mot de Christophe Mauriet, secrétaire général pour l'administration.....	5
Le SGA au ministère des Armées	6
Des directions expertes	8
DAF - Affaires financières	8
DRH-MD - Ressources humaines.....	10
DAJ - Affaires juridiques	12
DTIE - Territoires, immobilier, environnement	14
DMCA - Mémoire, culture, archives.....	16
DSNJ - Jeunesse.....	18
SID - Infrastructure de Défense.....	20
DTPM - Transformation et performance ministérielles	22
Missions auprès du SGA	24
Encadrement supérieur	24
Tutelle d'établissements publics.....	24
Inspection et audit	25
Monde combattant.....	25
Sous-direction chargée de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion	26
Communication	26
Réseaux sociaux	27

Chiffres clés Ministère des Armées

Budget des missions
du ministère des Armées

55 Mds €

43,9 Mds €

Budget
mission Défense

1,8 Md €

Budget
mission Anciens
combattants,
mémoire et liens
avec la Nation

9,2 Mds €

Pensions et retraites
civiles et militaires

1^{er} acheteur public

6 Mds €

(hors armement)

plus de 25 000

entreprises fournisseurs

1^{er} investisseur de l'État

13,4 Mds €

(équipement,
infrastructures, etc.
en 2022)



1^{er} bailleur foncier de l'État



275 000 ha

34 340 logements utiles
pour les ressortissants du ministère

40% des emprises foncières de l'État

Principal recruteur de l'État



30 000 recrutements

programmés en 2023
(24 300 militaires, 5 700 civils)

Le mot de Christophe Mauriet

Secrétaire général
pour l'administration



Création gaullienne et originale dans le paysage institutionnel français, le secrétariat général pour l'administration du ministère des Armées assure la cohérence entre les ambitions de la politique de défense de la France et les ressources qui y sont consacrées par la Nation (humaines, financières, immobilières, etc). À ce titre, le SGA met en œuvre un ensemble de politiques publiques qui concernent le ministère des Armées (notamment le logement, le développement durable, l'éducation, la culture).



La revue nationale stratégique a souligné l'accélération des changements dans notre environnement et le durcissement de la compétition entre États. Dans un contexte marqué par le retour de la haute intensité en Europe, le SGA impulse et accompagne la transformation du ministère des Armées, en déclinant notamment les grandes réformes de l'État (haute fonction publique, politique immobilière de l'État), du numérique, du management, de la mise en place d'une économie de guerre. Il constitue un maillon essentiel de la préparation de l'avenir, en liaison avec l'état-major des armées et la DGA. La mise en œuvre de la loi de programmation militaire 2024-2030 représente un défi stimulant et exigeant, qui mobilisera toutes les composantes du SGA.

Fort de ses 15 000 agents, civils et militaires, de tous statuts, en poste en métropole, en outre-mer et à l'étranger, le SGA, véritable pivot, s'illustre comme un échelon de cohérence pour le ministère, capable de définir et de porter une vision stratégique sur les dossiers complexes relevant de son périmètre. Ouvert sur l'interministériel et les questions internationales, le SGA assure l'interface avec les autres départements ministériels, le parlement, les organes de contrôle.

Composé de juristes et de financiers, d'acheteurs et de comptables, de spécialistes des ressources humaines, de l'immobilier, des infrastructures, des actions culturelles ou mémorielles, d'ingénieurs et de statisticiens, de consultants internes et de data scientists, le SGA s'appuie sur des experts de tous horizons et bénéficie d'une diversité de profils rare au sein d'un même ministère. Il propose également, grâce à la grande variété de ses missions et de ses composantes, des opportunités d'emplois et de parcours exceptionnelles. C'est ce qui en fait toute sa richesse et qui rend ses agents fiers d'y servir, qu'ils soient civils ou militaires.

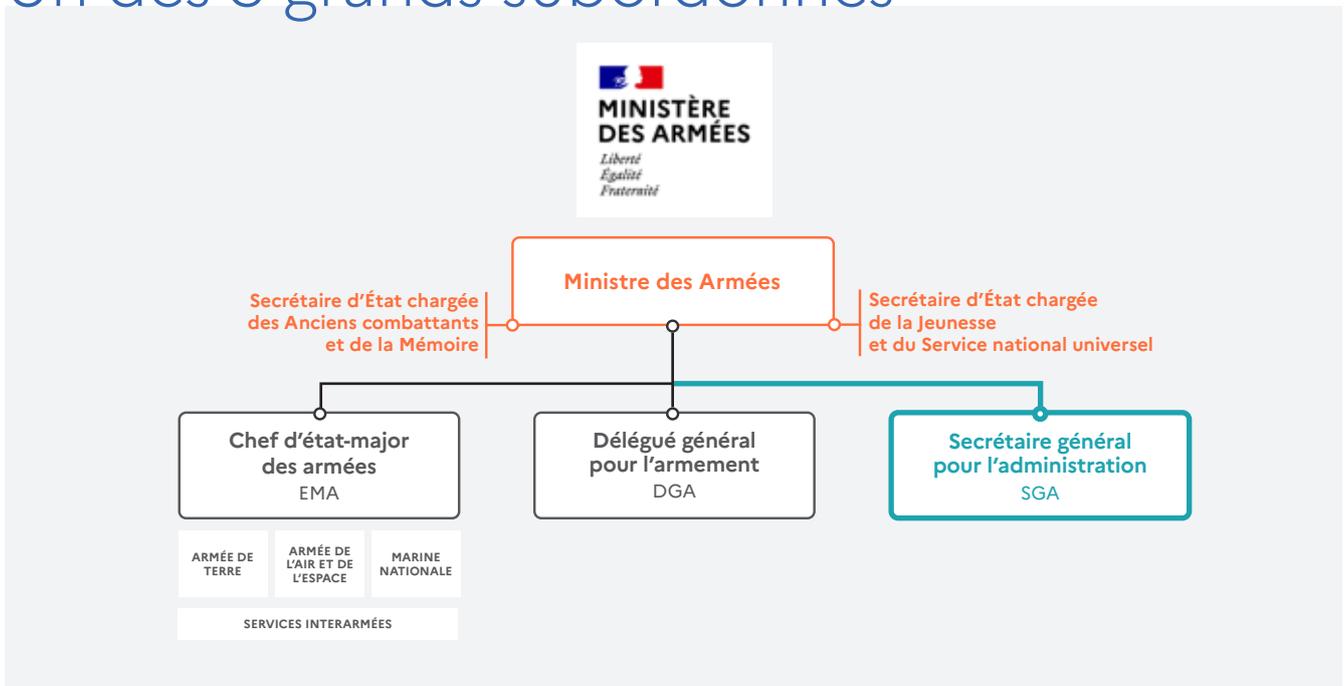
Aussi, je vous invite à découvrir le secrétariat général pour l'administration au travers de toutes ses facettes grâce à cette nouvelle brochure de présentation de ses directions et composantes. Bonne lecture!



Christophe Mauriet
Secrétaire général pour l'administration

Le SGA au ministère des Armées

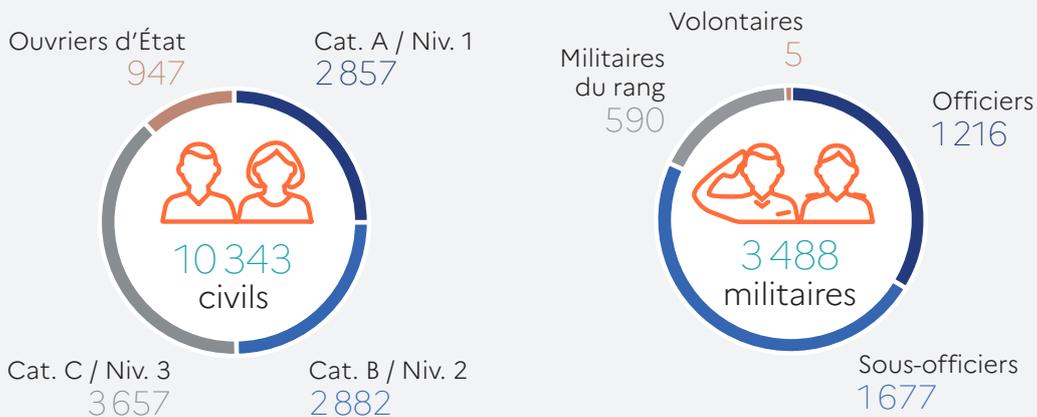
Un des 3 grands subordonnés



Chiffres clés

13 831 agents

Taux de **féménisation** 43 % (estimation 2022) dont 51% chez les civils et 19% chez les militaires



* Source : Données RSU 2022 provisoires - DRH-MD/SPRH

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL POUR L'ADMINISTRATION



DAF

Direction
des affaires financières



DAJ

Direction
des affaires juridiques



DMCA

Direction de la mémoire,
de la culture et des archives



SID

Service d'infrastructure
de la Défense



DRH-MD

Direction des ressources humaines
du ministère de la Défense



DTIE

Direction des territoires,
de l'immobilier et de l'environnement



DSNJ

Direction du service national
et de la jeunesse



DTPM

Délégation à la transformation
et à la performance ministérielles

Affaires financières



DAF Affaires financières

Fournir le cadre économique et financier nécessaire à l'action du ministère des Armées

La direction des affaires financières du ministère des Armées pilote les fonctions finances et achats.

Gestion budgétaire

Dans une logique de planification budgétaire, la DAF participe à l'élaboration et au suivi de la loi de programmation militaire, déterminant les objectifs de la politique de Défense et les moyens financiers qui lui sont consacrés.

La DAF est chargée de la conduite et de la cohérence de l'ensemble des travaux de préparation du budget du ministère des Armées. Elle en assure ensuite le pilotage et l'exécution.

Elle est ainsi garante de la soutenabilité du budget des Armées et du suivi des dépenses réalisées. Elle s'assure, par ailleurs, que les axes prioritaires des contrats opérationnels peuvent être financés.

Politique achats

La DAF assure l'animation et la mise en œuvre de la politique d'achats du ministère des Armées via la mission des achats de Défense, s'attachant à respecter une logique d'achats responsables et innovants.

1^{er} investisseur de l'État, le ministère des Armées passe des marchés qui constituent un levier de développement important pour les entreprises françaises. La DAF en facilite l'accès aux petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux entreprises de taille intermédiaire.

Analyse comptable et économique

En parallèle, la DAF pilote l'exécution financière et comptable ministérielle en s'appuyant sur l'outil Chorus, et réalise les missions liées à la comptabilité de l'État dans une démarche d'efficacité et de performance.

Responsable des études économiques et des statistiques dans le secteur de la Défense et de l'armement, elle intervient également pour les questions fiscales et douanières.

EN BREF

DIRECTION DES AFFAIRES FINANCIÈRES

- Programmation financière (Loi de programmation militaire et ajustements annuels)
- Soutenabilité budgétaire
- Exécution budgétaire et financière
- Tous achats (hors armement)
- Conseil en ingénierie financière et fiscalité internationale
- Statistiques et analyse économique

Ressources humaines



DRH-MD Ressources humaines

Une DRH au service des 270 000 agents du ministère

La direction des ressources humaines est chargée de définir et de mettre en œuvre la politique RH pour l'ensemble du personnel civil et militaire du ministère.

La DRH « groupe » du ministère des Armées

La DRH-MD assure la gestion prévisionnelle des ressources humaines ministérielles. Elle recherche la meilleure adéquation entre les besoins et les ressources disponibles. La DRH-MD exerce la responsabilité déléguée du programme « masse salariale » du ministère et conduit la politique ministérielle d'action sociale, de santé, de sécurité du travail et de reconversion. Elle est garante du statut général des militaires et exerce une autorité fonctionnelle sur les DRH des armées, directions et services afin d'assurer la cohérence ministérielle des politiques RH.

Une DRH en réseau

Pour concevoir et élaborer la politique RH, la DRH-MD s'appuie sur des structures d'administration centrale ainsi que sur des directions de projet et des services à compétence nationale (Défense Mobilité, Service de l'Action Sociale, Service des RH Civiles, Service des Pensions et des risques professionnels). Elle exerce également une tutelle sur l'Institution de gestion sociale des armées, la Caisse nationale militaire de sécurité sociale et l'Institution nationale des Invalides.

Accompagnement social - Plan famille

L'accompagnement social des agents civils et militaires est une priorité ministérielle. La DRH-MD conduit le Plan famille II doté de 750M€ sur la période 2024-2030. Il ambitionne de renforcer l'accompagnement de la mobilité, de mieux prendre en compte les contraintes opérationnelles et d'améliorer la vie quotidienne des familles.

Égalité professionnelle et mixité

La DRH-MD mène une politique volontariste pour promouvoir la mixité et l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes. Le plan ministériel permet de déployer des actions concrètes destinées à encourager les femmes à s'engager dans les armées, à y évoluer et accéder aux responsabilités.

Dialogue social et concertation

La DRH-MD assure l'animation du dialogue social et de la concertation ainsi que la négociation et la signature d'accords sur les questions d'intérêt commun (salaires, conditions de travail, emplois...) : organisations syndicales et instances de dialogue social pour les civils, conseils de la fonction militaire d'armées pour les militaires.

EN BREF

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

- Politique RH ministérielle
- Gestion des statuts et des personnels
- Recrutement des personnels civils
- Accompagnement social
- Reconversion des militaires et accompagnement des conjoints

Affaires juridiques



DAJ Affaires juridiques

Assurer l'expertise juridique pour le ministère des Armées

La direction des affaires juridiques est compétente pour l'ensemble des questions juridiques du ministère des Armées : élaboration de textes législatifs et réglementaires ministériels ou interministériels, contentieux, négociation d'accords internationaux ou du droit dérivé européen, protection juridique des agents, justice pénale militaire et codification.

Conseil juridique

La DAJ remplit une mission de conseil juridique au profit du cabinet du ministre, des états-majors, des directions et des services, tant en service courant qu'en opérations extérieures (OPEX). Elle est compétente pour les questions relevant du droit international et européen, du droit public et privé, du droit des conflits armés, du droit interne, du droit pénal ainsi que du contentieux.

La DAJ assure, en lien avec l'état-major des armées, la formation des conseillers juridiques déployés en OPEX.

Élaboration d'instruments normatifs

La DAJ élabore les lois et règlements concernant le ministère et intervient dans le processus normatif interministériel pour préserver les intérêts du ministère et porter ses projets de transformation.

Elle participe à la rédaction et la négociation des textes internationaux, des décisions, directives et règlements européens intéressant le ministère.

Défense contentieuse devant les juridictions nationales et européennes

La DAJ assure la défense contentieuse du ministère devant les juridictions nationales et européennes et le traitement des affaires pénales militaires. Elle est l'interlocuteur unique, pour le ministère, des autorités administratives indépendantes (défenseur des droits, CNIL, commissions d'accès aux documents administratifs, du secret de la Défense nationale, des contrôles des techniques de renseignement, etc.). La DAJ pilote la procédure de déclassification de documents classifiés en cas de saisine de la Commission du secret de la défense nationale (CSDN) par une juridiction.

EN BREF

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES

- Élaboration du cadre normatif intéressant le ministère
- Participation au processus normatif interministériel et aux travaux parlementaires
- Rédaction et négociation des textes internationaux et du droit dérivé de l'Union européenne (règlements, directives, décisions)
- Défense contentieuse du ministère devant les juridictions nationales et européennes et traitement des affaires pénales militaires

Territoires, immobilier, environnement



DTIE Territoires immobilier environnement

Conduire la transition écologique du ministère et mener une politique immobilière ambitieuse dans les territoires

La direction des territoires, de l'immobilier et de l'environnement (DTIE), contribue à la mise en œuvre des politiques de logement, d'immobilier, de transition écologique et de développement durable des territoires. Elle assure la cohérence de ces politiques en interministériel et les porte dans les instances dédiées.

Aménagement des territoires et immobilier

La DTIE, en tant que responsable de la politique immobilière, définit, anime et coordonne la stratégie ministérielle pour le maintien et l'adaptation des infrastructures aux missions des armées, directions et services, l'amélioration des conditions de vie et de travail de ses ressortissants, la décarbonation du parc immobilier et la valorisation des actifs, que ce soient ses bâtiments ou ses espaces fonciers. Elle veille à la bonne adéquation des projets au niveau local, en lien avec les services de l'Etat et ceux des collectivités.

Politique environnementale, développement durable et maîtrise des risques chroniques

La DTIE élabore, anime et coordonne la politique du ministère dans le domaine de la transition écologique, de l'environnement et du développement durable.

Elle établit la politique en matière de prévention des risques, assure des missions de police administrative environnementale pour le ministère en particulier des installations classées et des substances dangereuses.

La directrice est haut fonctionnaire au développement durable (HFDD).

Politique de logement et hébergement

La DTIE définit et met en œuvre la politique ministérielle dans le domaine de l'habitat par l'adaptation de l'offre de logements et des conditions d'hébergement, afin d'offrir aux ressortissants et à leurs familles des conditions de vie adaptées. Elle pilote le contrat de concession Ambition Logement dont l'objectif est d'augmenter le nombre et la qualité des logements destinés au personnel du ministère des Armées et à leurs familles et contribue à la réussite du Plan Famille. Elle instruit l'ensemble des demandes de logement exprimées par les ressortissants.

Site Balard

La DTIE assure la gestion et le suivi de l'exécution du contrat de partenariat public-privé (PPP) de Balard. Elle met en œuvre les mesures nécessaires à l'évaluation et au contrôle de la performance du contrat. Elle exerce une compétence générale sur l'ensemble des conditions de fonctionnement du site.

EN BREF

DIRECTION DES TERRITOIRES, DE L'IMMOBILIER ET DE L'ENVIRONNEMENT

- Politique foncière
- Patrimoine immobilier
- Offre de logements pour les personnels
- Accompagnement des territoires
- Transition écologique / environnement

Mémoire, culture, archives



DMCA

Mémoire culture archives

Richesse de l'histoire et mémoire collective

La direction de la mémoire, de la culture et des archives (DMCA) définit et met en œuvre la politique culturelle et mémorielle du ministère.

Mémoire collective

La politique de mémoire du ministère des Armées est destinée à la mémoire des guerres et conflits contemporains (de 1870 à nos jours) et élabore le programme commémoratif correspondant. Elle définit et anime la politique mémorielle d'ensemble du ministère des Armées en matière de muséographie, de protection, d'entretien et de mise en valeur des lieux de mémoire, y compris les nécropoles, et des monuments historiques placés sous la responsabilité du ministère des Armées. Elle conçoit des actions éducatives et participe à la mission d'enseignement de défense.

Elle œuvre également en étroite collaboration avec les collectivités locales, les associations d'anciens combattants et les fondations de mémoire.

Patrimoine culturel

La DMCA intervient pour préserver le patrimoine mémoriel, les monuments et les lieux historiques du ministère des Armées. Patrimoine accessible au public, elle le met en valeur par le développement du tourisme de mémoire et par la conduite d'actions pédagogiques et d'enseignement de Défense.

Deuxième acteur culturel de l'État, le ministère des Armées a également sous sa responsabilité 15 musées, gérés par la DMCA qui en élargit l'accès par la voie du numérique, et mène une politique éditoriale de transmission.

Archives et bibliothèques

Avec quelque 450 kilomètres linéaires d'archives et un million d'ouvrages, le service historique de la Défense est le premier service d'archives au niveau national. Le ministère dispose également de nombreux centres de documentation et bibliothèques, abritant un fonds documentaire d'une richesse exceptionnelle.

La DMCA définit la politique de conservation et de consultation de ces archives et documents.

Le service historique de la Défense, service à compétence nationale, est rattaché directement au directeur de la DMCA. Le service historique de la Défense est issu de la fusion des services historiques des armées de Terre, de l'Air et de l'Espace, de la Marine et de la Gendarmerie nationale, eux-mêmes héritiers d'institutions remontant pour les plus anciens d'entre eux au XVII^e siècle, et du Centre des archives de l'armement et du personnel de la direction générale de l'armement (DGA).

EN BREF

DIRECTION DE LA MÉMOIRE, DE LA CULTURE ET DES ARCHIVES

- Acteur de la politique mémorielle
- Gestion du patrimoine culturel
- Archives



Jeunesse

DSNJ Jeunesse

Renforcer le lien Armées-Nation

La direction du service national et de la jeunesse, acteur de référence sur les questions de jeunesse, tant au sein du ministère des Armées qu'au niveau interministériel, est engagée aux côtés des armées, directions et services, dans son rôle de coordination et d'animation de la politique du ministère en faveur de la jeunesse.

Lien Armées-jeunesse

La jeunesse est de longue date une priorité du ministère des Armées. Les enjeux sont multiples : il s'agit de valoriser les métiers de la défense, transmettre un esprit de défense, développer la citoyenneté et contribuer à la cohésion de la nation.

Forte de son réseau de 27 centres métropolitains et de 6 centres outre-mer, au plus près des territoires et des citoyens, la DSNJ entretient un contact direct avec les jeunes, que ce soit au cours des journées défense et citoyenneté (JDC), dans le cadre de tous les dispositifs du plan Ambition armées-jeunesse 2022 (classes de défense, stages, cordées de la réussite...), au sein des unités du service militaire volontaire ou de la commission armées-jeunesse.

Elle développe par ailleurs des outils pédagogiques pour tous les acteurs engagés auprès de la jeunesse.

Insertion professionnelle et ascension sociale

Grâce au dispositif du service militaire volontaire, la DSNJ participe à l'insertion professionnelle des jeunes, en particulier les jeunes en difficulté et éloignés de l'emploi.

La DSNJ met en œuvre des politiques qui visent à renforcer le lien Armées-Nation en éveillant à l'esprit de Défense et en renforçant le sentiment d'appartenance à la communauté nationale.

Elle s'est fixée comme objectifs de relever le défi de l'attractivité des métiers de la défense et de conforter la volonté d'engagement.

Ressources métiers

La DSNJ veille à l'attractivité des métiers de la Défense, militaires ou civils, grâce à une pédagogie interactive et une communication moderne.

Son implantation territoriale en métropole et outre-mer en fait un relais incontournable.

EN BREF

DIRECTION DU SERVICE NATIONAL ET DE LA JEUNESSE

- Attractivité des métiers de la défense
- Lien Armées-Nation
- Esprit de Défense et résilience
- Insertion professionnelle et cohésion sociale

Infrastructure de Défense



SID Infrastructure de Défense

Construire pour les Armées

Le Service d'infrastructure de la Défense est le référent ministériel en matière de construction, de maintenance immobilière, de maîtrise de l'énergie non stockée et de gestion administrative et technique du patrimoine.

Soutien et accompagnement

Le SID conseille le commandement des armées, directions et services, dans l'expression de leurs besoins, la pertinence des investissements et la faisabilité de leurs projets (délais, coûts).

Il apporte ses compétences techniques, administratives et juridiques pour répondre aux spécificités des infrastructures militaires.

Par son action, il favorise le dynamisme économique des territoires et des entreprises du BTP.

Construction et maintenance

Le SID construit, entretient et administre l'ensemble du domaine immobilier du Ministère. Il garantit les infrastructures militaires sur le territoire national, valorise le patrimoine public, offre de bonnes conditions d'accueil aux usagers et un cadre de travail fonctionnel aux agents civils et militaires.

Il pilote les opérations de construction et d'adaptation des infrastructures en métropole, outre-mer, à l'étranger, ainsi que pour le stationnement des forces en opérations extérieures (OPEX), en respectant les coûts et les délais.

Environnement et énergie

Le SID intègre aux projets d'infrastructure les enjeux liés au développement durable : biodiversité, eau, énergie (rénovation et développement des énergies renouvelables), gestion des déchets de chantier, dépollution des sites et des sols, gestion des substances dangereuses.

Il maîtrise et optimise les consommations énergétiques du patrimoine immobilier du ministère et mène une politique ambitieuse en faveur de la transition énergétique.

EN BREF

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE

- Maintenance des installations opérationnelles et stratégiques en vue d'assurer la souveraineté du pays
- Construction des bâtiments et infrastructures en métropole, outre-mer et à l'étranger (y compris pour les OPEX)
- Politique énergétique des bâtiments

Transformation et performance ministérielles



DTPM Transformation et performance ministérielles

Transformer et innover pour l'Administration

La délégation à la transformation et à la performance ministérielles assure le suivi et la coordination des chantiers de modernisation du ministère. Elle développe et partage les expertises, outils et méthodes relatifs à la transformation, à la conduite du changement et à l'évolution des pratiques managériales. Elle met également à la disposition du ministre et de son cabinet des outils d'aide à la décision, au pilotage et au suivi des principaux chantiers de réforme du ministère.

Innover pour la transformation numérique des services

En charge des tableaux de bord ministériels et du suivi des chantiers de modernisation ministériels et interministériels, la DTPM met à disposition de l'ensemble des services du ministère son Labo BI et Big Data, capables de tester et de développer des outils d'exploitation et d'analyse des données des services du ministère.

Son département dédié à la transformation digitale fournit quant à lui des expertises en matière d'écoute usager, de transformation métiers, de simplification des processus et d'accompagnement au changement (coaching, mentoring inversé, transition RH...). Il a également pour mission de partager les retours d'expérience, les méthodologies et les bonnes pratiques, par des programmes d'innovation managériale et d'acculturation à la transformation numérique ouverts à tous.

Enfin, un département SI (DSI transverse du SGA) permet de porter directement ou d'aider à la mise à l'échelle des projets digitaux initiés par l'un ou l'autre des deux autres départements à l'occasion d'un projet de transformation.

Rester souverain dans l'usage de ses données

Le ministère des Armées génère un grand nombre de données dans les domaines administratifs et opérationnels, dont beaucoup sont particulièrement sensibles. Disposer d'une capacité interne pour optimiser l'exploitation, au service d'une décision éclairée et de performances accrues, est stratégique pour rester souverain en la matière. Avec la DTPM, les services peuvent tester librement des solutions innovantes de Business Intelligence avec leurs propres données, accompagnant la montée en compétence sur les potentialités offertes par le Big Data et l'intelligence artificielle.

La DTPM rend ainsi la démarche de transformation plus simple, plus accessible, plus fluide, dans le cadre d'un parcours cohérent et complet.

EN BREF

DÉLÉGATION À LA TRANSFORMATION ET À LA PERFORMANCE MINISTÉRIELLE

- Coordonner les chantiers de modernisation
- Développer des outils d'aide à la transformation
- Renforcer l'acculturation au numérique

Encadrement supérieur



Organiser l'encadrement supérieur et tonifier le vivier de talents

Placée auprès du Secrétaire général, la Délégation à l'encadrement supérieur (DES) est chargée de concevoir la politique relative à l'encadrement supérieur et aux cadres dirigeants du ministère des Armées.

Cette politique consiste à maintenir l'attractivité du ministère et développer une politique des ressources humaines dédiée aux cadres dirigeants et hauts potentiels. Ainsi la DES mène différentes actions visant à renforcer la visibilité du ministère à l'extérieur, notamment auprès des sorties INSP (Institut national du service public, ex-ENA), et met en place un vivier de cadres pour l'accès aux emplois fonctionnels.

Elle définit avec les employeurs des parcours professionnels pour l'encadrement supérieur (évaluation, formation, rémunération) et propose du coaching dédié au développement professionnel, participant à la fidélisation des agents.

La DES pilote, pour le ministère des Armées, les travaux relatifs à la sélection des cadres dirigeants de l'État en lien avec les hautes autorités du ministère. Elle est ainsi très impliquée dans la réforme de la haute fonction publique.

Tutelle d'établissements publics



Mobiliser les expertises et coordonner les acteurs ministériels pour la mise en œuvre des politiques publiques

À travers les établissements publics placés sous sa tutelle, le ministère des Armées concourt à diverses politiques publiques : culture, mémoire, action sociale et sanitaire, enseignement supérieur, recherche et innovation, notamment. Répartis en deux catégories générales - établissement public administratif (EPA) ou industriel et commercial (EPIC) -, les établissements sous tutelle du ministère des Armées se caractérisent par une grande variété.

Dans le respect de leur autonomie de gestion, le SGA contribue au pilotage stratégique des établissements publics par l'élaboration du contrat d'objectifs et de performance qu'ils passent avec l'État et s'assure notamment de l'adéquation des ressources qui leur sont allouées sous forme de subventions pour charges de service public ou de subventions d'investissement. À ce titre, le SGA participe aux instances de gouvernance des établissements sous tutelle (conseil d'administration, comité financier, comité d'audit).

Le rôle du SGA consiste à mobiliser ses expertises transversales (finances, RH, analyse juridique, infrastructure) et à coordonner les différentes expertises métier au sein du ministère tout en accompagnant les établissements et autres organismes pour la mise en œuvre des orientations ministérielles et interministérielles relatives à leur domaine d'intervention.

Inspection et audit



Maîtriser les risques

Le collège des inspections et de l'audit interne (CIAI) réalise des missions d'inspection, d'étude ou enquête, d'évaluation, de conseil, d'audit et de contrôle interne dans le but de maîtriser les risques des activités du Secrétariat général pour l'administration.

Son fonctionnement en collège d'inspecteurs, d'auditeurs, de référents et d'experts permet de répondre de façon coordonnée aux demandes de médiation, d'inspection, d'audit interne et plus généralement d'appui à la décision.

Monde combattant



Agir pour les blessés et familles endeuillées

Le monde combattant rassemble les anciens combattants, militaires, victimes civiles d'actes de guerre ou de terrorisme, ainsi que les associations et fondations qui œuvrent pour la mémoire des conflits contemporains. Les bénéficiaires disposent de cartes, titres, statuts, mentions et d'aides adaptées.

Le SGA anime et coordonne la politique du ministère des Armées en faveur des militaires blessés et des familles endeuillées et assure un rôle d'interface interministérielle. Un site internet unique existe désormais pour les militaires blessés et les familles : la maison numérique des blessés.



Sous-direction chargée de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion



Soutenir l'activité du ministère via l'achat et l'exécution financière

La sous-direction chargée de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion (SDPAMG) assure la passation et l'exécution des actes d'achats au profit des clients-prescripteurs du ministère des Armées. En tant que représentant du pouvoir adjudicateur (RPA), elle assure exclusivement la passation de marchés de communication et événementiels et de prestations intellectuelles. En tant que service exécutant, elle assure l'exécution financière des politiques métiers des directions et services du SGA, notamment en dehors du périmètre de la commande publique (contentieux, subventions, conventions, etc.). Véritable levier de performance, son organisation en chaîne achats-finances intégrée lui permet d'exécuter les actes de bout en bout tout en faisant preuve de réactivité face aux urgences opérationnelles. La modernisation des pratiques, la fluidification des procédures, la relation-client, le recours à des outils de pilotage innovants sont des marqueurs forts de l'identité de la SDPAMG au sein de l'écosystème des armées.

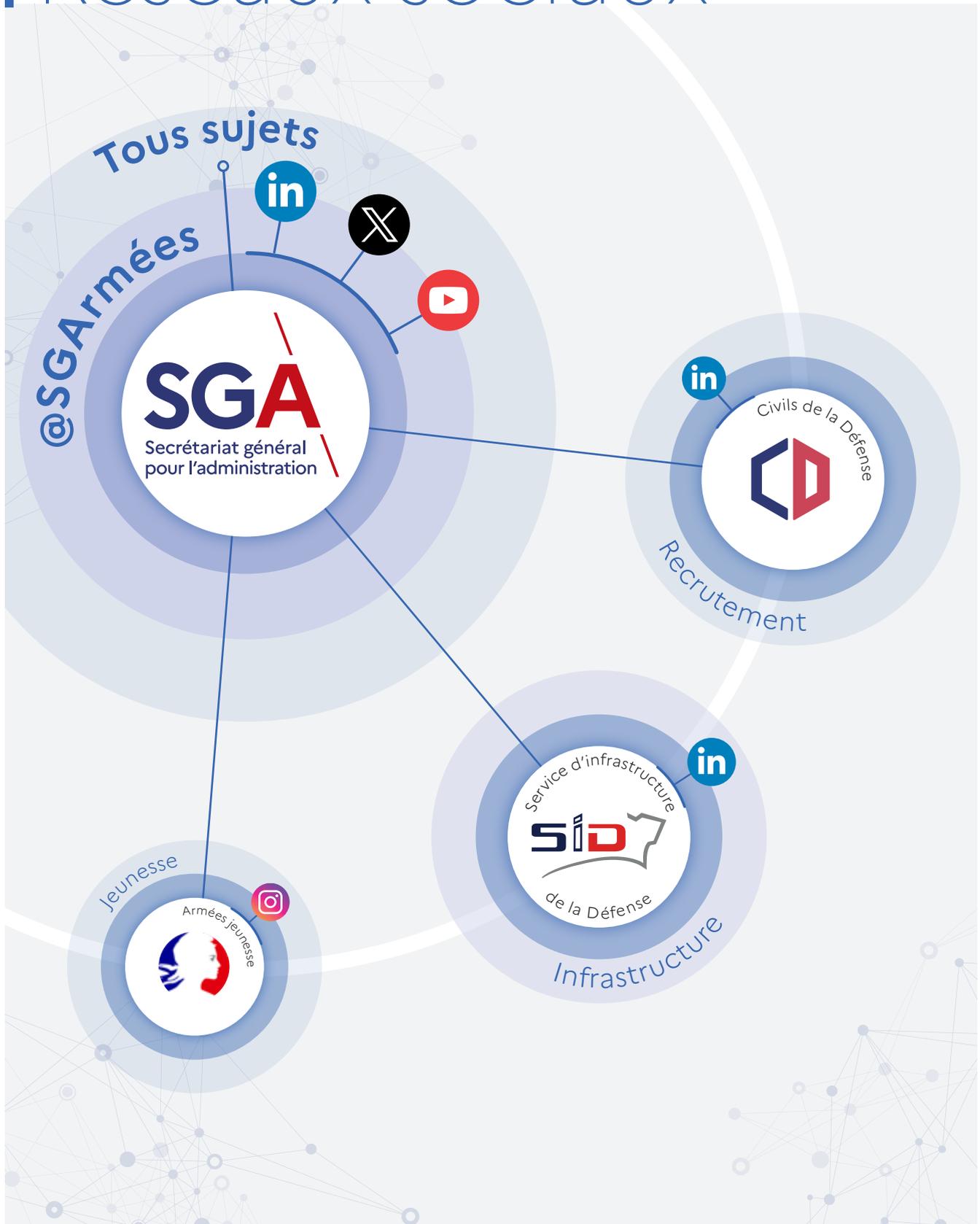
Communication



Porter haut les couleurs du Secrétariat général pour l'administration

La mission communication est chargée de valoriser l'action du SGA et de ses directions au sein et à l'extérieur du ministère des Armées. Elle propose et anime un plan de communication et met en œuvre toutes les actions utiles au rayonnement du SGA. Opérateur unique de communication pour toutes les directions du SGA, elle définit des temps forts, organise les événements, anime l'action éditoriale sur tous les supports - dont les réseaux sociaux -, et produit les contenus écrits ou audiovisuels pour plus de cent thématiques. Elle centralise également les relations avec les médias en lien avec la DICO, et représente le SGA pour agir avec les organismes de communication pour les séquences ministérielles.

Réseaux sociaux



SGA

Secrétariat général
pour l'administration



Site internet du Ministère des Armées, portail SGA

www.defense.gouv.fr/sga



LinkedIn

[SGA du ministère des Armées](#)



X

[@SGArmees](#)



YouTube

[@sgaduministeredesarmees](#)



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour l'administration**